

l'or et la marche à la dislocation du marché mondial

(1^{re} partie)

par Etienne LAURENT et Michel DAUBERNY

Le but de cet article, ainsi que de celui qui suivra dans le prochain numéro de La Vérité, est de donner aux militants et aux lecteurs de cette revue un certain nombre de points de repère leur permettant de comprendre, en relation avec le mouvement de la lutte des classes mondiale, la nature des phénomènes économiques qui marquent la marche à la dislocation du marché mondial : hausse vertigineuse du prix de l'or, fuite devant la majorité des monnaies, endettement sans précédent dans l'histoire, inflation très rapide et dans certains pays galopante, progression régulière du chômage, malgré les nouvelles relances inflationnistes, progression continue du protectionnisme.

Dans Socialisme utopique, socialisme scientifique, Engels résume l'un des acquis théoriques les plus fondamentaux du marxisme dans les termes suivants : « La contradiction entre production sociale et appropriation capitaliste se manifeste comme l'antagonisme du prolétariat et de la bourgeoisie ». Aujourd'hui, le lien entre la marche à la dislocation du marché mondial et le mouvement conduisant, dans de nombreux pays, de la crise des formes de domination de la bourgeoisie à la crise révolutionnaire, paraît extraordinairement étroit.

Dans Le Monde diplomatique, un responsable du Parti socialiste a écrit que « la montée du prix de l'once d'or à plus de 400 dollars a ouvert une nouvelle phase de l'histoire monétaire. Il n'est plus possible, ni pour les Américains, ni pour quiconque, de raisonner comme avant. » La remarque n'est pas fautive, mais elle est très insuffisante. L'or est l'« incarnation sociale de la richesse ». Sa hausse vertigineuse traduit l'impasse d'un mode de production qui doit disparaître ; sa hausse vertigineuse, comme le dit Informations ouvrières, annonce un bond en avant dans la révolution mondiale.

La marche à la dislocation du marché mondial est l'expression des lois immanentes de la production capitaliste. Mais elle est aussi l'expression et le résultat du combat de la classe ouvrière et des masses et de la crise des formes de domination politique bourgeoises à laquelle ce combat a conduit. A son tour, la marche à la dislocation du marché mondial, par le caractère mécanique qu'elle acquiert toujours plus clairement, nourrit la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne et avive la lutte des classes.

Ainsi que nous le constaterons, la bourgeoisie combat sur le terrain de l'économie, comme sur l'ensemble des terrains de la lutte des classes. Elle dresse des plans, prend des mesures et cherche à les appliquer et il serait profondément erroné de ne pas prendre ces plans et mesures en compte. Mais les effets de ces plans et mesures ont été de très courte durée récemment. Ils se sont brisés sur le double écueil des lois immanentes de la production capitaliste et de la lutte de la classe ouvrière. On n'insistera jamais assez sur à quel point celle-ci possède aujourd'hui en elle-même valeur de « variable économique », très exactement de facteur agissant dans la marche à la dislocation du marché mondial. L'ampleur des dépenses parasitaires de l'Etat bourgeois et de tout ce qu'il est convenu d'appeler son « intervention économique » fait qu'il en est nécessairement ainsi.

Même si ce travail est centré sur les facteurs spécifiquement économiques et si les événements de la lutte des classes sont évoqués seulement à titre de rappel, c'est donc dans le cadre de l'analyse d'ensemble de la nouvelle période de la révolution prolétarienne ouverte en 1968 et du tournant qui s'y prépare aujourd'hui qu'il doit être situé.

introduction

Le plan adopté est le suivant. Dans cet article, nous commencerons par rappeler et appliquer certains éléments indispensables de la théorie marxiste sur l'or, le capital fictif et la place précise des crises financières dans le mécanisme des crises économiques.

Puis, nous analyserons le processus de dislocation, à partir des années 60, du dispositif mis en place à Bretton Woods en 1945. Ce dispositif est né dans le cadre de l'« ordre mondial » issu de Yalta et de Potsdam, et il en a été l'un des éléments constitutifs. Sa dislocation et son démantèlement, dont la déclaration du 15 août 1971 a été une étape décisive, participent de la marche à la dislocation de l'ordre de Yalta et de Potsdam, déjà fortement entamé.

Dans un second article, nous analyserons ensuite le mouvement de la marche vers la dislocation du marché mondial suivi par l'économie impérialiste internationale depuis 1971, malgré tous les efforts faits par la bourgeoisie pour l'enrayer.

Mais avant d'entrer dans l'exposé détaillé des questions théoriques et de l'ensemble des faits qui doivent être examinés pour arriver à une caractérisation aussi précise que possible du point où l'on se trouve actuellement dans la marche à la dislocation du marché mondial, il est nécessaire brièvement de présenter les principaux éléments permettant de comprendre les caractères précis qui marquent cette nouvelle expression de la crise historique du capitalisme.

LES TRAITS SPECIFIQUES DE LA CRISE QUI A DEBUTE

Toute crise du mode de production capitaliste exprime la contradiction fondamentale de ce mode de production, dont toutes les autres contradictions procèdent : la contradiction entre l'appropriation privée des moyens de production et le caractère social de la production. Toutes les crises ont donc des traits généraux essentiels communs. Déjà, à l'époque du capitalisme libéral, chaque crise avait des particularités plus ou moins importantes, relevant du moment du développement de ce mode de production, de la mise en place de certaines institutions clés du système comme la banque, la bourse, ainsi que des luttes politiques et militaires des bourgeoisies entre elles et des événements politiques de la lutte des classes dans les principaux pays capitalistes.

La formation et la cristallisation de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, allaient marquer chaque crise d'autres particularités, tout en traduisant la même contradiction fondamentale. L'ampleur, la profondeur, la durée, la solution de la crise qui a commencé en 1929 ne peuvent être comprises en dehors de la domination, mise en évidence par Lénine dans « L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme », du « capitalisme financier sur toutes les autres formes de capital » et du développement formidable du parasitisme qui a donné lieu déjà à cette époque à la formation d'une masse énorme de capital fictif. Le centre de gravité de ce capital se situait en particulier dans la bourse, dont les opérations lui permettaient de se développer et de se mettre fictivement « en valeur », dans les conditions examinées plus loin. La crise de 1929 et ses suites sont marquées et illustrent le fait que les forces productives ont cessé de croître. La seule issue à la crise sera l'économie d'armement, l'économie de guerre, la Deuxième Guerre mondiale, que, grâce à Staline, l'impérialisme pourra déchaîner. La crise de 1929 s'inclut totalement dans l'« époque des guerres et des révolutions ».

A son tour, la crise en cours, dont nous vivons encore les premières phases antérieures à la phase de disloca-

tion brutale des échanges mondiaux, est caractérisée par un ensemble de traits spécifiques, qui portent tous la marque de la période actuelle de l'histoire mondiale de la lutte des classes.

C'est sur une période d'au moins déjà dix ans que s'est développé, par soubresauts successifs, le mouvement qui conduit à la dislocation du marché mondial.

En 1974, on a assisté à une chute brutale de la production industrielle (une baisse de plus de 11 % aux Etats-Unis) et à une situation de surproduction manifeste dans de très importants secteurs d'activité industrielle : les chantiers navals, la sidérurgie, la mécanique lourde. Depuis cette date, il y a eu en permanence des « surcapacités » ou « capacités excédentaires » de production, malgré les plans de restructuration, dans tous les pays impérialistes, les taux oscillant évidemment de pays et de branche à branche mais autour de moyennes très élevées (de 30 à 35 % dans beaucoup de secteurs).

La crise commencée en 1974 n'a pourtant pas encore entraîné la dislocation du marché mondial et l'effondrement des échanges mondiaux. Une fois encore l'ouverture de marchés artificiels et parasitaires, financés plus ou moins directement par les Etats bourgeois, la relance de l'économie d'armement, une gigantesque inflation de crédits, le recours à la création artificielle de moyens de financement et de règlement internationaux (tels que les droits de tirage spéciaux sur le Fonds monétaire international) ont permis de repousser encore une fois à plus tard l'effondrement de la production et la dislocation des échanges mondiaux et de limiter la montée du chômage. Cette relance par l'économie d'armement se lit dans les chiffres suivants, où l'on voit que la fin de la guerre du Vietnam n'a été suivie d'aucune réduction des dépenses militaires américaines.

Milliards de dollars

1950	13
1961	47
1972	80
1974	88
1975	100
1980	146 (estimation)

Mais cela s'est fait en approfondissant toutes les contradictions qui dérivent de la contradiction fondamentale du mode de production capitaliste, et notamment celles du système monétaire international. C'est au niveau du système monétaire international et de la hausse des prix, plutôt que de l'effondrement de la production et de la dislocation des échanges mondiaux, que se sont produites par conséquent les plus violentes secousses dans la dernière période, poursuivant et amplifiant les convulsions qui se sont produites depuis les années 60, précisément en fonction de l'accentuation du parasitisme.

La crise qui a commencé en 1974 a d'ores et déjà été plus profonde et plus longue que de nombreuses crises que le mode de production a connues au long de son histoire l'ont été. Jusqu'à présent elle n'a pas disloqué, comme l'a fait la crise de 1929, le marché mondial et la division internationale du travail. Il ne saurait être question d'esquiver les raisons de la lenteur de son développement, et de son caractère rampant, d'autant que nous pronostiquons qu'elle aboutira à une dislocation sans précédent du marché mondial, de la production et des échanges internationaux.

La façon dont se développe la crise actuelle est l'expression à la fois des plus importants caractères d'ensemble de la période, dont résultent également les rythmes très particuliers de développement des crises de domination politique dans des pays politiquement décisifs, et de l'ampleur et du poids, eux aussi sans précédent dans l'histoire, du parasitisme, dont la clef de voûte est constituée par les dépenses parasitaires de l'Etat, en premier lieu les dépenses militaires et paramilitaires (par exemple spatiales). Mais l'analyse exige également qu'on ne considère pas la monnaie comme une catégorie économique secondaire, et qu'on accorde aussi leur place exacte — ni trop peu ni trop importante — aux crises monétaires dans le mouvement de dislocation du marché mondial. Marx distinguait déjà au XIX^e siècle une forme spécifique de crise monétaire qui a pour « sphère immédiate la banque, la bourse et la finance ». Il dit qu'une telle crise peut se produire comme première phase de la crise industrielle proprement dite et

avant qu'elle n'éclate ouvertement. En toute circonstance, elle en est la conséquence, y compris si elle paraît en avoir été la cause immédiate.

La méthode de Marx doit être respectée scrupuleusement. L'attention qu'il faut porter aujourd'hui à l'analyse de la crise du système monétaire international, du dérèglement de plus en plus accentué de toutes les institutions financières et de l'inflation, n'a de sens et n'est correcte méthodologiquement qu'à condition d'établir à chaque moment la relation de ces phénomènes avec la surproduction et la chute du taux de profit qui soutendent et dominent toute la situation économique aujourd'hui, et avec le parasitisme développé depuis 1945 sur une échelle sans précédent dans l'histoire.

UNE CRISE DONT LES RACINES REMONTENT A 1945

La bourgeoisie est une classe qui a fait son temps : le mode de production capitaliste est un système qui a épuisé depuis longtemps toutes ses possibilités de progrès du point de vue de l'histoire de l'humanité : « Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres : elles ont même commencé à pourrir. » En 1944-1946, le stalinisme est parvenu à endiguer la révolution prolétarienne en Europe, et finalement à la refouler dans des pays politiquement décisifs. Dans le cadre des accords de Yalta et de Potsdam, il a donné la possibilité à l'impérialisme mondial de se remettre en selle, de reconstruire l'Etat bourgeois et ses bases économiques et sociales dans les pays impérialistes d'Europe sortis extraordinairement affaiblis des traumatismes successifs de la crise des années 30, de la deuxième guerre impérialiste mondiale, de la vague révolutionnaire issue de la guerre. Mais le stalinisme ne pouvait pas faire plus ; il ne pouvait pas faire revenir l'horloge de l'histoire en arrière ; il ne pouvait rien au fait qu'en tant que classe la bourgeoisie a fait son temps et que, du point de vue de l'histoire mondiale, les forces productives ont cessé de croître. Le stalinisme ne pouvait pas éviter non plus que la classe ouvrière se renforce considérablement, socialement et politi-

quement, et qu'elle ait occupé de nouvelles positions qu'elle utilise quotidiennement depuis dans sa lutte de classe contre la bourgeoisie.

Si la révolution prolétarienne a été refoulée, les effets et les conséquences de la crise révolutionnaire des années 1944-1946 n'en sont pas moins considérables. Les effets et conséquences de cette situation ont été analysés dans une série de documents de l'OCI et d'articles de S. Just et d'autres rédacteurs de « La Vérité ». Nous n'y reviendrons pas plus longuement ici, mais ils sont également l'une des composantes de la crise en cours.

Les années 1947-1949 ont constitué une sérieuse alerte pour l'impérialisme mondial. Elles ont vu successivement une nouvelle radicalisation de la lutte des classes en Europe (la grève de 1947 chez Renault et l'obligation pour les ministres du PCF de sortir du gouvernement « tripartite » d'union nationale afin de canaliser à « gauche » la radicalisation des masses, une situation similaire en Italie et ailleurs), l'effondrement en 1948 du régime de Tchang Kaï-chek, avec l'obligation pour le PC chinois d'aller plus loin qu'il ne le voulait sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie et finalement la victoire de la révolution chinoise ; enfin, aux Etats-Unis, le sérieux fléchissement de l'activité économique en 1949.

Ces événements ont contraint l'impérialisme américain à effectuer deux pas qui vont marquer de façon centrale les conditions dans lesquelles le marché mondial va finalement être reconstruit dans les années 1950, et l'accumulation de capital sous ses différentes formes (marchandises, moyens de production, argent) va reprendre à l'échelle internationale et dans chaque pays impérialiste. Ces deux pas ont été :

1 — L'élaboration et la mise en œuvre du plan Marshall et de toutes ses dispositions complémentaires (reconstitutions d'échanges multilatéraux en Europe, constitution de l'OCDE, etc.), qui ont été le point de départ — complémentaire des accords de Bretton Woods, mais allant beaucoup plus loin qu'eux — d'une situation où l'impérialisme américain allait assurer simultanément le relèvement économique des bourgeoisies impéria-

listes d'Europe (et un peu plus tard de celle du Japon), c'est-à-dire de ses concurrents en puissance sur le marché mondial, et reporter sur lui-même le poids essentiel des contradictions du système impérialiste mondial ;

2 — La mise en place, à partir du début de la guerre de Corée, d'un dispositif massif de dépenses d'armement (et autres dépenses parasitaires propres à l'Etat bourgeois dans la phase de décomposition du mode de production capitaliste), qui ont constitué depuis cette époque (avec une brève diminution rapidement surmontée en 1957-1958 et ensuite des relances continues) le volant d'entraînement de l'ensemble de l'économie mondiale, mais aussi le terrain de culture sur lequel ont germé et fleuri librement les autres formes multiples de parasitisme qui gangrènent aujourd'hui tout le système.

LE POIDS DU PARASITISME REPOSE D'ABORD SUR L'IMPERIALISME AMERICAIN

L'OCI a souvent cité dans ses textes le passage de « L'Internationale communiste après Lénine » où Trotsky indique en 1928 :

« En période de crise, l'hégémonie des Etats-Unis se fera sentir plus complètement, plus ouvertement, plus impitoyablement que durant la période de croissance. Les Etats-Unis liquideront et surmonteront leurs difficultés et leurs troubles avant tout au détriment de l'Europe. »

Un peu plus tard, à la suite de la crise de 1929, Trotsky a été conduit à préciser :

« La croissance inévitable de l'hégémonie mondiale des Etats-Unis développera ultérieurement de profondes contradictions dans l'économie et la politique de la grande république américaine. En imposant la dictature du dollar sur le monde entier, la classe dirigeante des Etats-Unis introduira les contradictions du monde entier dans les fondements de sa propre domination. »

On a là la clef de l'ensemble des développements qui ont résulté de la prise en charge par la bourgeoisie

impérialiste américaine des exigences du relèvement de l'économie capitaliste mondiale dans le cadre politique assuré par Yalta et Potsdam, comme du choix qu'elle a ensuite fait — et il n'y en avait nul autre — de recourir aux dépenses parasitaires massives et à leur relance continuelle comme moyen d'assurer directement et indirectement la réalisation de la plus-value et l'accumulation.

L'impérialisme américain a dû en 1945, au lendemain de la guerre, prendre en charge la reconstruction du système capitaliste. Seul il en avait les moyens économiques, et les rapports inter-impérialistes ainsi que les rapports politiques mondiaux lui permettaient d'imposer aux bourgeoisies des vieilles puissances impérialistes en ruine son hégémonie et une sorte d'unité sous sa direction. Mais ce faisant il prenait en charge l'ensemble des contradictions et les intégrait aux siennes.

Pour toutes les puissances impérialistes d'autre part, pour toutes les composantes du mode de production capitaliste et pas seulement les Etats-Unis, la restructuration du système, son volant d'entraînement ont été un fantastique parasitisme et cela dès 1945, chaque puissance capitaliste, chaque Etat bourgeois nourrissant et développant ce parasitisme directement et indirectement. Mais la place et le rôle de l'impérialisme américain impliquaient qu'il soit le principal générateur de ce parasitisme et que l'Etat bourgeois américain en assume les principales charges.

Au lendemain de la guerre, les rapports politiques entre la bourgeoisie et le prolétariat à l'échelle mondiale, et particulièrement dans les vieilles puissances impérialistes européennes, malgré la politique stalinienne, ont contraint l'impérialisme américain à prendre en charge l'essentiel du fardeau, à veiller à ne pas provoquer, en écrasant les vieilles puissances impérialistes, une gigantesque explosion révolutionnaire par suite d'une trop grande tension des antagonismes sociaux et politiques. Il lui a fallu abandonner le vieux plan Dawes et bien plus encore le plan Morgenthau de 1941, qui voulait transformer « l'Allemagne en un champ de pommes de terre ». Le plan Morgenthau était crument exprimé

pour ce qui concerne l'Allemagne, mais il signifiait en fait que l'impérialisme américain entendait transformer l'Europe en une de ses semi-colonies à la manière de l'Amérique latine. Les événements de la lutte des classes à partir de 1943 et la transformation de la deuxième guerre impérialiste mondiale en guerre civile, conformément au pronostic de Trotsky, ont contraint au contraire l'impérialisme américain à aider ses concurrents en puissance à se relever.

ETATS-UNIS, EUROPE, JAPON

A mesure cependant que l'impérialisme américain a lui-même été pris de plus en plus à la gorge par les contradictions croissantes du capitalisme pourrissant et le poids d'un système gangrené, il a cherché à faire prendre en charge par les autres puissances impérialistes une part croissante du fardeau. La déclaration Nixon du 15 août 1971, sur laquelle nous reviendrons, est à cet égard sans équivoque.

Les différentes puissances impérialistes ont été appelées à élargir considérablement leurs propres dépenses parasitaires, notamment militaires, dont la répartition était en 1974 la suivante :

DEPENSES MILITAIRES DIRECTES DES PAYS IMPERIALISTES EN 1974

	en milliards de dollars
<hr/>	
Amérique du Nord :	
Canada	2 925
USA	85 906
Europe :	
Belgique	1 485
Danemark	736
France	10 080
R.F.A.	13 853
Grèce	804
Italie	4 387
Luxembourg	18
Pays-Bas	2 405
Norvège	715

Portugal	989
Turquie	1 135
Grande-Bretagne	9 892
<hr/>	
Total OTAN	135 330
<hr/>	
Total OTAN (excl. USA)	49 424
<hr/>	
Total OTAN Europe	46 499
<hr/>	
Japon	3 670

(Source : SIPRI Year Book, Stockholm).

Mais le phénomène de report d'une partie du fardeau du parasitisme est particulièrement saisissable, surtout dans le mécanisme qui contraint depuis 1971 les autres puissances impérialistes à prendre en charge toujours plus nettement une partie du financement du parasitisme qui ne cesse de se développer aux Etats-Unis et qui est indispensable au maintien en activité de la machine économique. Le déficit de la balance commerciale et des paiements américaine, le flot de dollars qui inonde le monde, n'ont pas d'autres sources que l'énormité de l'inflation sous toutes ses formes, qui finance le parasitisme. En décrétant l'inconvertibilité du dollar en or, le gouvernement américain imposait le cours forcé à l'échelle internationale du dollar, ce que les autres gouvernements acceptaient. En achetant d'une façon ou d'une autre par milliards de marks ou de yens des dollars sur le marché financier, en transformant leurs réserves forcées de dollars en bons du trésor américains, de même qu'en participant aux différents systèmes mis au point par le Fonds monétaire international, les banques centrales des autres pays capitalistes financent en partie le parasitisme de l'économie américaine.

Cependant, les rapports politiques entre les classes à l'échelle mondiale et aux Etats-Unis mêmes ont interdit à Nixon et à Kissinger d'aller trop loin sur cette voie, et de frapper trop fort, de reporter de façon complète et impi-

toyable leurs difficultés sur les bourgeoisies européennes et japonaise.

Dans un de ses livres où sa méthode empiriste et non marxiste est des plus nettes, Mandel a expliqué, en se fondant sur les statistiques de production, le fait que le rapport de forces entre l'impérialisme américain et les autres puissances impérialistes s'était modifié en faveur de ces dernières.

Si on prend comme point de comparaison la fin de la dernière guerre mondiale, où seul émergeait intact et renforcé de la guerre le capital américain, c'est là une plate banalité. Même sur le plan des « rapports de forces économiques », la puissance du capital américain reste cependant, toujours et de loin, dominante par rapport aux autres puissances impérialistes : la masse de la production aux USA, le montant extraordinairement élevé des investissements de l'impérialisme US en Europe et dans le monde, le rôle que le dollar pourtant si malade continue à jouer mondialement, suffisent à le démontrer. La modification du prix du pétrole en 1973, contrôlé et impulsé par l'impérialisme US, a démontré quels étaient les véritables rapports de force.

Mais en réalité, il s'agit, derrière ce faux problème, de dégager la véritable question. Les impérialismes européens et japonais n'ont pas d'autre choix que de soutenir l'impérialisme américain de la façon dont ils le font aujourd'hui, lorsqu'ils soutiennent à chaque pas le dollar par exemple. Nulle autre puissance impérialiste, ou groupe de puissances impérialistes, ne peut relayer l'impérialisme américain, occuper la place qu'il occupe depuis des décennies et plus particulièrement depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. L'impérialisme américain a intégré l'ensemble des contradictions du mode de production capitaliste, il s'est gangrené jusqu'à la moëlle, sans pour autant redonner la santé aux autres puissances impérialistes, qui sont tout aussi gangrenées que lui, sans posséder sa puissance. L'effondrement de l'économie américaine signifie leur débâcle immédiate, la débâcle du mode de production capitaliste, de la société bourgeoise dans son ensemble. C'est pourquoi les impérialismes européens et japonais acceptent, bon gré mal gré, de prendre

en charge une partie des difficultés qui assaillent l'impérialisme américain. Pourtant, il convient d'ajouter qu'à l'inverse l'impérialisme américain ne peut reporter brutalement sur les impérialismes européens et sur l'impérialisme japonais l'ensemble des contradictions qu'il a prises en charge à la fin de la deuxième guerre impérialiste sans provoquer l'effondrement, faire exploser l'édifice économique capitaliste laborieusement construit à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Les impérialismes européens et japonais, également gangrenés, sont incapables de supporter pleinement une telle charge, et leur effondrement signifierait aussi la dislocation de l'ensemble des rapports économiques internationaux, Etats-Unis compris. Jusqu'alors, les antagonismes inter-impérialistes, tout en se manifestant avec force, ont été contenus, plus exactement comprimés. Une certaine unité d'action inter-impérialiste s'est poursuivie à partir du rôle et du poids déterminant de l'impérialisme américain. N'en déplaise à Mandel, il n'y a pas de relais possible à l'impérialisme américain. Le système dans son ensemble est irrémédiablement gangrené. Lorsque les antagonismes ne pourront plus être contenus, ce sera l'effondrement pour le système dans son ensemble et pour chacune de ses parties en Europe, au Japon, aux Etats-Unis et aussi, bien sûr, dans les pays économiquement subordonnés à l'impérialisme.

UNE PREOCCUPATION COMMUNE : RETARDER LES ECHEANCES

Au fond de toute crise, répétons-le, il y a la contradiction fondamentale entre le caractère social de la production et l'appropriation privée des moyens de production, dont toutes les autres contradictions dérivent : la chute du taux de profit à un niveau trop bas pour permettre à l'accumulation capitaliste de se poursuivre ; la suraccumulation des moyens de production et la surproduction des marchandises compte tenu des limites du marché, imposées par l'existence

« de rapports de distribution antagoniques qui réduisent, dit Marx, la

consommation de la grande masse de la société à un minimum susceptible de varier seulement à l'intérieur de limites plus ou moins étroites ».

Au fond des crises de l'époque impérialiste, époque des guerres et des révolutions, époque de la révolution prolétarienne mondiale, il y a l'impasse de tout le système social fondé sur la propriété privée des moyens de production, la contradiction fondamentale dont les autres dérivent étant parvenue au point où la quantité se transforme en qualité.

Les crises du capitalisme libéral liquidèrent une partie du capital moyennant la destruction plus ou moins massive de moyens de production, de capacité productive, de marchandises, de titres de propriété, de capital fictif. Ainsi se rétablissaient les conditions d'une nouvelle phase d'accumulation, d'un nouveau cycle. A l'époque de l'impérialisme, l'expérience de la crise de 1929 le démontre, l'existence du capital financier, les monopoles, faussent, entravent cette sorte de régulation du fonctionnement du mode de production capitaliste et entravent le développement d'un nouveau cycle. Seules, la constitution de marchés artificiels, l'économie d'armement, l'économie de guerre et la guerre elle-même forment de nouveaux marchés. La deuxième guerre impérialiste mondiale a opéré ainsi de vastes destructions de capital sous toutes ses formes. Pourtant, elle n'a pas résolu le problème tant soit peu durablement, puisque dès 1947 à nouveau le spectre d'une nouvelle crise économique menaçait et qu'il fallut mettre en place un énorme parasitisme, au centre duquel une économie permanente d'armement, pour la conjurer.

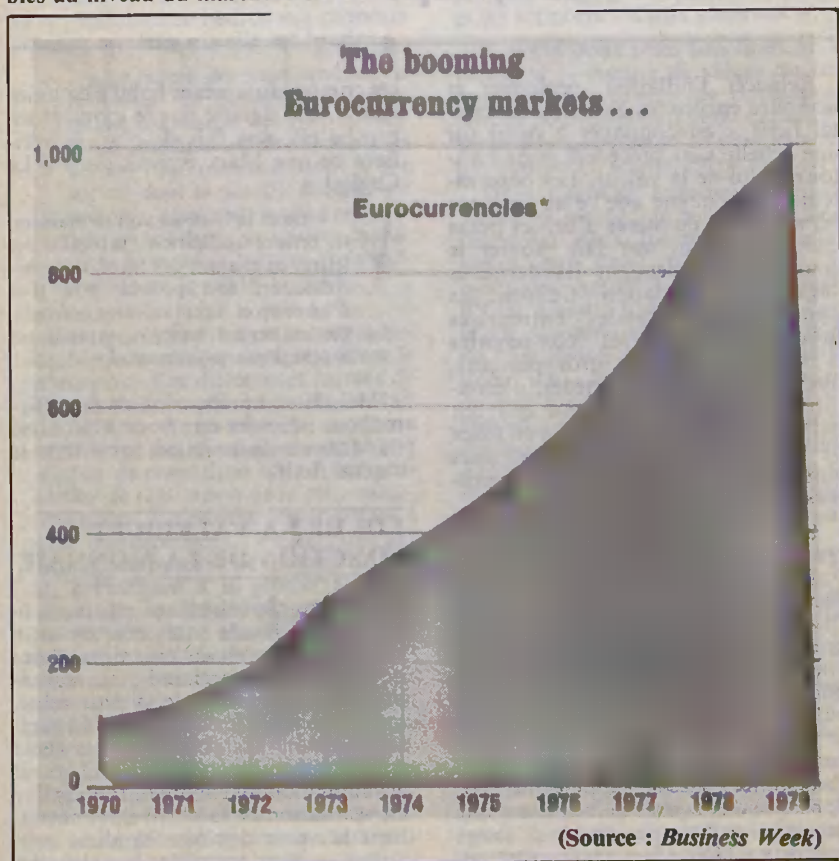
Aujourd'hui, l'économie d'armement ne suffit plus, il faudrait passer à l'économie de guerre et à la guerre elle-même. Et quelle guerre ? La guerre contre les Etats ouvriers dégénérés et bureaucratiques pour réintroduire les rapports de production et de propriété capitalistes en URSS, en Chine, à l'est de l'Europe, en Indochine, en Corée du Nord, à Cuba ? Aucune des conditions politiques pour une telle entreprise n'existe, à commencer par les rapports mondiaux entre les classes.

A aucune époque la bourgeoisie n'a provoqué sciemment les crises économiques. Actuellement pas plus que précédemment, même si certains de ses porte-parole (tel le « Wall Street Journal ») en ont préconisé la nécessité. La crise est toujours une catastrophe pour le capital dans son ensemble, et plus particulièrement pour certains de ses secteurs. Par contre, bien que ce soit pour lui une sorte de fuite en avant pleine de risques, à plusieurs reprises au cours de ce siècle il a préparé délibérément la guerre impérialiste, comme moyen d'ouvrir immédiatement des débouchés par l'économie de guerre comme moyen de procéder à un nouveau partage du monde, comme moyen d'éliminer d'autres puissances impérialistes et de tenter de réouvrir à la pénétration capitaliste

des régions du monde où le capital a été exproprié (guerre contre l'URSS). Mais, pour envisager une telle vague, il faut réaliser des conditions politiques qui aujourd'hui n'existent pas.

Toutes les bourgeoisies, de même que la bureaucratie du Kremlin, en raison d'abord et avant tout de leur volonté de repousser l'inévitable affrontement avec le prolétariat mondial, n'ont qu'une solution, repousser les échéances, prolonger le plus possible ce qui existe. L'impérialisme n'a d'autre « solution » que d'utiliser les mêmes moyens, les mêmes méthodes qu'il a utilisées depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, en les aggravant jusqu'à la limite du possible : augmenter, augmenter toujours le parasitisme.

Le capital fictif et flottant selon le montant des liquidités internationales disponibles au niveau du marché des « euro-devises ».



Mais les bourgeoisies ne peuvent maîtriser les lois immanentes du mode de production capitaliste. Il existe en circulation une masse fantastique d'obligations, de titres, de créances, qui constituent du capital fictif et flottant. La mise en « valeur » de ce capital fictif et flottant engendre une spéculation effrénée, source d'une nouvelle accumulation de capital fictif et flottant. Cette spéculation exige en dernier ressort le soutien des banques centrales. Conjuguée aux « relances » opérées par les Etats bourgeois au moyen de nouvelles dépenses parasi-

taires, elle impulse une fantastique inflation mondiale. Comme expression et indice de cette inflation, il y a notamment le marché des « eurodollars » et ses circuits de circulation et de transactions financières internationaux, portant sur la somme extraordinaire de 1 000 milliards de dollars, échappant les uns et les autres à tout contrôle des institutions monétaires étatiques, banque centrale ou Trésor, conformément au mouvement « autonome » du capital fictif dégagé théoriquement par Marx, et qu'il faut maintenant analyser.

valeur, monnaie, crédit, capital fictif

Relancer l'inflation, prolonger et accroître encore les éléments du capital fictif, c'est continuer à violer sur une échelle sans précédent dans l'histoire la loi de la valeur. Les observateurs ont souligné que ce ne sont pas les acheteurs de pièces d'or, les petits épargnants, qui ont fait monter le cours de l'or pendant les dernières vagues de spéculation. Ce sont les banques, les grandes entreprises monopolistiques, les compagnies d'assurance, les plus gros porteurs, qui se sont portés acheteurs, c'est-à-dire tous ceux précisément qui ont participé activement à la mise en place de ce même marché des eurodollars ainsi que de l'ensemble des mécanismes de création des capitaux fictifs.

La hausse vertigineuse de l'or, sa réapparition et réaffirmation face à toutes les formes de marchandises, face aux monnaies nationales, aux monnaies de crédit et à toutes les créances constitutives du capital fictif, comme le « moyen de paiement unique et véritable mode d'existence de la valeur » et « incarnation autonome de la richesse » n'en est que plus significative. Au moment où se tenait l'assemblée générale annuelle du FMI, appelée à discuter de la création d'une nouvelle variante des droits de tirage spéciaux (DTS), récemment caracté-

sés comme du « néant habillé en monnaie », elle signifie que le moment est proche où, une fois de plus, se vérifiera ce que Marx écrivait dans « Le Capital » :

« Dans la crise on voit se manifester cette revendication : la totalité des lettres de change, des titres, des marchandises, doit pouvoir être tout d'un coup et simultanément converti- ble en argent bancaire et tout cet argent à son tour en or. »

Mais la compréhension de ces affirmations nécessite un retour à l'analyse de Marx sur la monnaie, le crédit et le capital fictif.

LOI DE LA VALEUR ET FONCTION DE LA MONNAIE

L'économie capitaliste est une économie marchande : très exactement il s'agit de la forme la plus développée de l'économie marchande. La réalisation de la valeur et de la plus-value, qui ferme le cycle élémentaire du capital $A - M - A'$, s'effectue par la vente des marchandises. Pour qu'il y ait accumulation du capital, il faut qu'il y ait réalisation de la plus-value moyennant la vente des marchandises produites — dans lesquelles la valeur (et

donc la plus-value) est cristallisée. Telle est, sous son expression la plus simple, ce que l'on désigne comme l'« affirmation de la loi de la valeur ».

Mais on sait que ce n'est pas par la médiation de n'importe quelle marchandise que A peut devenir A'. Il faut que A serve à acheter des moyens de production, dont la force de travail, et c'est la force de travail qui produit une quantité de valeur supplémentaire à la quantité de valeur nécessaire à sa propre production. Cette partie de valeur produite par l'ouvrier ne lui sera pas payée et constituera la plus-value — ou valeur supplémentaire, source des profits capitalistes. En d'autres termes, A servira à acheter $C + V$, V produira, outre sa propre valeur, une valeur supplémentaire $p1$: $A' = C + V + p1$.

C'est là précisément que la production capitaliste se heurte aux rapports sociaux sur lesquels elle est fondée :

« La vente des marchandises, la réalisation du capital-marchandise, et par conséquent aussi de la plus-value, sont limitées, dit Marx, par les besoins de consommation d'une société dont la grande majorité est toujours pauvre et condamnée toujours à le rester ; en système capitaliste, la véritable barrière de la production est le capital lui-même. »

C'est par rapport à cette contradiction fondamentale qu'on peut situer le parasitisme. Les différentes formes de parasitisme ont en commun le fait d'enfreindre d'une manière ou d'une autre la loi de la valeur : soit par la création de conditions tout à fait artificielles de réalisation de la plus-value, moyennant le financement d'achats à partir des dépenses de l'Etat ; soit par l'utilisation massive de moyens de crédit, permettant à la production et à l'accumulation de se poursuivre, avant que la vente des marchandises et la réalisation de la valeur et de la plus-value ne soient intervenues, et parfois sans qu'elles n'interviennent jamais pour une partie des marchandises considérées ; soit enfin en créant les circuits du capital fictif, où « l'argent peut produire de l'argent », où A - A' peut avoir lieu « sans aucun procès qui serve de médiation aux deux procès ».

C'est par rapport aux marchandises, à leur circulation et à leur échange et à la valeur qu'elles cristallisent en elles, que se situent les fonctions de la monnaie. La monnaie constitue tout d'abord l'instrument qui sert de mesure de la valeur des autres marchandises, et leur permet de s'échanger entre elles selon la quantité de valeur socialement nécessaire à leur production. Mesure de valeur, la monnaie est étalon des prix. Mais elle est aussi, bien entendu, moyen d'échange ou de circulation. Enfin, elle est réserve de valeur, ou trésor. Elle est la marchandise qui assure la « représentation de la richesse sous une forme toujours mobilisable », indépendante des relations particulières, locales, naturelles, individuelles, forme « impersonnelle » permettant au capitaliste de « porter sur lui, dans sa poche », comme le dit Marx dans une formule imagée, « la puissance sociale et les rapports sociaux généraux ».

Il existe donc trois fonctions de la monnaie — mesure de valeur ou étalon des prix, moyen de circulation, moyen de thésaurisation ou capacité à servir de trésor. Seul l'or peut les remplir toutes, en toutes circonstances.

Dans l'activité économique quotidienne pourtant, on rencontre essentiellement deux formes de monnaie autres que l'or : premièrement les monnaies nationales, ou monnaies d'Etat à cours forcé, employés dans la vie courante et se présentant pour de nombreuses couches de la population, tous les salariés notamment, comme l'unique forme connue directement ; et deuxièmement la monnaie de crédit, c'est-à-dire les créances (traites, effets commerciaux) que les banques transforment en argent liquide ou en comptes courants moyennant l'escompte.

L'or est situé en retrait : dans les caveaux de la banque centrale, dans les coffres forts de certains particuliers ou de certaines entreprises, dans les chambres fortes des banques de dépôt. Dans le système capitaliste pourtant, c'est l'or seul qui constitue vraiment la monnaie ; les autres formes ne sont, dit Marx, que des « suppléants ».

Le suppléant doit être capable d'occuper effectivement un tel rôle, mais également de ne pas l'outrepasser. Il ne doit pas prétendre qu'il est

l'acteur en titre, car il ne l'est pas et sera vite rappelé à l'ordre. Sur la base de ces premières explications, on peut reprendre l'examen des fonctions de la monnaie.

L'OR, SES SUPPLEANTS ET LA MONNAIE UNIVERSELLE

L'or, tout d'abord, qui est lui-même une marchandise, est la seule marchandise qui serve de mesure de valeur à toutes les autres. Il a acquis cette fonction au travers d'un processus millénaire qui a commencé bien avant le capitalisme, dans le cadre des différentes formes d'économie marchande. La fonction d'étalon des prix a été assumée ensuite progressivement par les monnaies nationales, à mesure qu'elles ont commencé à suppléer l'or dans son rôle de numéraire ou moyen de circulation.

Mesure de valeur et donc étalon des prix, l'or en effet a aussi rempli historiquement, avec l'argent métallique, le rôle de moyen de circulation et d'échange dans la circulation marchande aussi bien dans les systèmes marchands antérieurs au capitalisme que dans le système capitaliste lui-même. Dans ce rôle, dit Marx, l'or peut être remplacé par « des choses relativement sans valeur aucune, telles que les billets de papier », billets de banque et monnaie nationale d'Etat à cours forcé. Mais ceux-ci ne sont en dernier ressort que des suppléants de l'or. Il faut, dit Marx, aborder l'analyse du papier-monnaie d'Etat, en le posant comme

« signe d'or ou signe de monnaie. Le rapport qui existe entre lui et les marchandises consiste tout simplement en ceci que les mêmes quantités d'or qui sont exprimées idéalement dans leurs prix sont représentées symboliquement par lui. Le papier-monnaie n'est donc signe de valeur qu'autant qu'il représente des quantités d'or qui, comme toutes les autres quantités de marchandises, sont aussi des quantités de valeur. On demandera peut-être pourquoi l'or peut être remplacé par des choses sans valeur, par de simples signes. Mais il n'est ainsi

remplaçable qu'autant qu'il fonctionne exclusivement comme numéraire ou instrument de circulation. »

Le papier-monnaie d'Etat peut chercher à donner l'illusion de se substituer à l'or pour de bon, ne fût-ce que dans cette seule fonction. Mais il n'en est rien. Il reste un suppléant, et, dès qu'il tente de sortir de ce rôle, il est rappelé à l'ordre : si une quantité de papier-monnaie excessive par rapport aux exigences de la circulation des marchandises est émise par l'Etat, le papier-monnaie se dévalorise et la hausse des prix absorbe l'excédent de billets. La monnaie de crédit joue également un rôle très important, comme suppléant de l'or, dans la seconde fonction de la monnaie. Le crédit commercial, dont la lettre de change est la forme la plus ancienne et la plus caractéristique, a été établi précisément pour suppléer au rôle de l'or et donner aux échanges une aussi grande souplesse que possible.

Dans le cadre du mode de production capitaliste, certaines formes de crédit (celles que Marx désigne comme étant les formes « modernes » ou celles propres au banquier, et que nous examinerons dans un instant) peuvent donner l'illusion d'être dotées d'une autonomie complète. Là encore, il n'en est rien : la crise monétaire, moment particulier et partie constitutive de la crise industrielle, vient réaffirmer l'autorité de la loi de la valeur et le fait que l'or est l'unique incarnation adéquate de la valeur des marchandises.

C'est dans sa troisième fonction de « trésor », réserve ou instrument de thésaurisation, que « la monnaie fonctionne, dit Marx, comme monnaie ou argent proprement dit, par opposition à ses fonctions de mesure de valeurs et de numéraire ». Ici encore, dans des circonstances déterminées, des suppléants peuvent remplir cette fonction. En dernier ressort, cependant, l'or se dressera « toujours en face des marchandises comme l'unique incarnation adéquate de leur valeur ». La demande de monnaie comme réserve ou trésor « n'a de par sa nature ni règle ni mesure ». Elle s'attache, dit Marx, à la « qualité de puissance infinie de l'argent (...) immédiatement transformable en tou-

tes sortes de marchandises », et au fait qu'en cas de perturbation ou dérèglement du système monétaire l'or est la seule forme de monnaie capable de résister aux avatars des fluctuations, krach et crises.

Ce qui détermina la capacité des monnaies à jouer le rôle de suppléants de l'or, plus ou moins longtemps et avec plus ou moins de succès, c'est leur capacité à occuper, à côté de l'or et en représentation de celui-ci, le temps qu'elles peuvent, la fonction de « monnaie universelle » ou moyen de paiement international. Marx explique :

« C'est sur le marché du monde, et là seulement, que la monnaie fonctionne dans toute la force du terme, comme la marchandise dont la forme naturelle est en même temps l'incarnation sociale du travail humain en général. Sa manière d'être y devient adéquate à son idée. »
 (« Le Capital », Editions sociales, tome I, page 147.)

Sur le marché mondial, la circulation des marchandises et la circulation des capitaux s'opèrent entre les sphères de circulation nationales — les Etats. Ces Etats importent ou exportent des marchandises, investissent ou prêtent des capitaux, prélèvent des profits ou empruntent entre eux.

La comptabilisation de ce qui provoque des entrées et des sorties d'argent, pour un pays, amène à constater l'existence d'un solde positif ou négatif de sa balance des paiements. Le paiement du solde exige une monnaie universelle ; c'est l'or le seul moyen, en dernière instance, de solder les balances internationales.

De la même manière, cependant que l'or a été progressivement aidé par des suppléants sur le marché national, il a été réduit sur le marché mondial à une utilisation minimum, mais en aucun cas symbolique. A un degré encore plus fort que sur les marchés intérieurs, les suppléants de l'or ont pu jouer ce rôle seulement dans la mesure où et parce que l'or existait en retrait. Les monnaies nationales, la livre sterling d'abord, puis le dollar, ont été sur le marché mondial — tant qu'ils l'ont pu — signes représentatifs de l'or.

CAPITALISME, IMPERIALISME ET PARASITISME

On a défini plus haut la signification du parasitisme par rapport à la loi de la valeur. Le parasitisme, qui est l'un des traits les plus notoires du capitalisme dans sa phase impérialiste, a ses fondements dans des institutions centrales du mode de production fondé sur la propriété privée des moyens de production.

La première est l'Etat bourgeois, que Marx désignait il y a plus d'un siècle, entre autres traits, par le parasitisme dont il est porteur. Parlant de l'Etat en France, Marx le caractérisait déjà ainsi :

« Ce pouvoir exécutif, avec son énorme organisation bureaucratique et militaire, avec sa machine d'Etat compliquée et artificielle, avec cette armée de fonctionnaires nombreuse d'un demi-million, à côté d'une armée qui compte encore un demi-million d'hommes, cet effroyable organisme parasitaire qui enveloppe comme d'un filet le corps de la société française et en bouche tous les pores. »

Synthétisant la position marxiste dans le volume II de « Défense du trotskysme », S. Just a rappelé la manière dont le passage à l'impérialisme comporte l'épanouissement débridé des traits parasitaires déjà présents antérieurement :

« Le capitalisme au stade de l'impérialisme voit ses possibilités d'extension générale se restreindre à l'échelle mondiale, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des pays capitalistes dominants, une fois que le partage du monde est achevé. La monopolisation, la formation du capital financier, forme extrême de la concentration du capital, fossilisent le capitalisme, lui font perdre sa souplesse antérieure, qui, au prix des crises de surproduction détruisant des masses de forces productives, permettait le redémarrage du cycle par la hausse, suivant la chute, du taux de profit, et un nouvel équilibre dynamique entre les différents secteurs de la production. L'Etat de tous temps joua un rôle important dans la for-

mation et le développement capitalistes : un rôle à la fois politique et économique. Sa fonction économique avec la formation des monopoles et du capitalisme financier s'accroît jusqu'à devenir décisive, mais parasitaire : le militarisme devient un facteur indispensable et majeur du fonctionnement d'ensemble de l'économie capitaliste. Ainsi que Rosa Luxemburg l'a montré, outre la nécessité, en fonction de la conquête de territoires coloniaux, du partage du monde, des guerres entre pays impérialistes, "le militarisme a encore une autre fonction importante. D'un point de vue purement économique, il est pour le capital un moyen privilégié de réaliser la plus-value, en d'autres termes il est un moyen d'accumulation". ("L'Accumulation du capital", tome II, page 123).

L'ossification du capitalisme, le rôle de l'Etat, le développement du parasitisme, sont inclus dans l'analyse de l'impérialisme de Lénine. Rosa Luxemburg insiste particulièrement sur certains aspects qu'elle dégage mais qui sont inclus dans l'analyse de Lénine :

"Il nous reste encore à examiner un autre aspect essentiel de l'impérialisme, auquel on accorde généralement trop peu d'importance dans la plupart des jugements portés sur lui. Un des défauts du marxiste Hilferding est qu'il fait un pas en arrière par rapport au non-marxiste Hobson. Nous voulons parler du parasitisme propre à l'impérialisme." ("L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme", début du chapitre VIII.)

Dès avant la première guerre impérialiste mondiale, le militarisme, nous dirions aujourd'hui l'économie d'armement, absorbait une part considérable de "forces productives". Au prix d'une destruction constante de "forces productives", il soutient l'activité d'ensemble du mode de production capitaliste, et opère un transfert de plus-value des différents secteurs de la production vers les industries de guerre, dont la plupart sont celles à composition organique élevée. La crise économique classique est plus ou moins contenue... par la destruction massive de "forces pro-

ductives" sous une autre forme, celle qui résulte de l'économie d'armement. Le grand apport de Rosa Luxemburg à la théorie de l'impérialisme est d'avoir remarqué que l'économie d'armement servait de volant d'entraînement au fonctionnement du mode de production capitaliste dans son ensemble, et cela dès avant la première guerre mondiale impérialiste. Ses "critiques" ne le lui pardonnèrent pas.

Les monopoles, le capital financier, la subordination toujours plus étroite de l'Etat bourgeois au capital financier, en bref l'impérialisme, en plus de l'exportation des marchandises et des capitaux, du partage du monde, engendre l'économie d'armement, qui n'est pas seulement une nécessité politique, mais une exigence économique. "Chaque crise détruit régulièrement, non seulement une masse de produits, mais encore une grande partie des forces productives elles-mêmes", écrivaient Marx et Engels (« Manifeste communiste »). L'économie d'armement détruit sans relâche des masses énormes de forces productives. Mais, avec l'économie d'armement, s'accroît également la disproportion entre les différentes branches de la production. Le processus de l'accumulation du capital peut bien se poursuivre, au moins pendant un temps — parler du développement des "forces productives" est pour le moins singulier. Il s'agit d'une gigantesque destruction de valeur d'échange et de valeur d'usage... comme condition de la poursuite du procès d'accumulation du capital. » (S. Just, « Défense du trotskysme », volume II, SELIO, pp. 36-38.)

Mais le système bancaire et la Bourse se sont également affirmés très tôt comme étant les institutions-clés d'une seconde forme de parasitisme, naissant du mouvement spécifique du capital-argent de prêt et de la formation du capital fictif à partir des mécanismes de ce que Marx appelle le « système de crédit moderne ».

Aujourd'hui, le parasitisme qui prend sa source dans les dépenses effectuées par l'Etat en défense du régime de la propriété privée, et le parasitisme qui a pour fondement les mécanismes du crédit et de la création

de capitaux fictifs, donc aussi de moyens monétaires par les banques, sont étroitement liés. Le parasitisme de l'Etat nourrit le parasitisme financier et intervient pour l'aider à repousser les limites jusqu'où il parvient pendant un temps à violer la loi de la valeur.

On reviendra à cette relation après avoir présenté l'analyse que Marx donne des mécanismes du crédit et de la création du capital fictif.

Cette analyse est assez complexe. Cela tient à un ensemble de facteurs, et d'abord au fait que le système du crédit englobe deux phénomènes qui, tout en étant fortement enchevêtrés, sont néanmoins distincts. Le premier est le crédit commercial proprement dit, et l'autre ce que Marx désigne comme le « crédit du banquier, qui constitue une tout autre opération, une phase essentiellement différente ». C'est cette seconde forme de crédit qui transforme les banques, comme le montre Lénine, de « modestes intermédiaires », auxiliaires du capital industriel, en colonne vertébrale du capital financier.

Le crédit commercial, qui a constitué la base du système du crédit historiquement et qui en reste une composante, a comme « forme typique la lettre de change, titre de créance à échéance déterminée », qui peut soit circuler d'un commerçant ou industriel à l'autre, par endossement jusqu'à l'échéance, soit faire l'objet d'une opération d'escompte auprès d'une banque.

La lettre de change ou traite qui circule par endossement d'un industriel ou gros commerçant à l'autre fait déjà office de monnaie dans sa fonction de moyen de circulation. L'escompte par la banque conduit à une monétarisation plus complète encore de la créance. Les marchandises vendues par A à B ne sont pas encore payées — la valeur et la plus-value cristallisées en elles ne sont pas encore réalisées — et pourtant la monnaie qui correspondrait — et correspondra peut-être — à cette réalisation circule déjà. Il y a donc un affranchissement momentané de la loi de la valeur, qui contient en lui la possibilité de l'inflation. Mais l'affranchissement reste tout à fait temporaire, et l'effet infla-

tionniste limité. A un prix social encore bas, la production capitaliste obtient, dit Marx, « une diminution des frais de circulation, une accélération des différentes phases de la circulation et, partant, une accélération du procès de reproduction en général ». « Chaque fabricant ou commerçant individuel tourne à la fois la nécessité de posséder un capital de réserve important et évite de dépendre des rentrées réelles. »

« Néanmoins, *note Marx*, tout le procès se complique tellement et par de simples opérations de cavalerie, et par des opérations sur des marchandises qui n'ont pour but que l'établissement de traites, que les affaires peuvent continuer tranquillement à donner l'illusion d'une grande stabilité et d'une grande facilité des retours d'argent, alors que ceux-ci depuis longtemps déjà ne se font plus qu'aux frais de prêteurs floués ou de producteurs escroqués. C'est ce qui donne toujours l'impression que juste immédiatement avant le krach le marché est sain, presque trop sain. »

Cependant, les banques ne sont pas seulement des intermédiaires, simples émetteurs de monnaie de crédit de dimensions modestes. Ce sont des institutions capitalistes descendant des usuriers de la période précapitaliste, qui font un commerce de l'argent en grand, sur la base de la concentration entre leurs mains d'un capital de prêt. Dans le mouvement du développement de la production capitaliste qui a conduit du capitalisme de libre concurrence à l'impérialisme, cette concentration a joué un rôle central et placé les banques au cœur du capital financier. Avant sa mort, Marx note déjà :

« Avec le développement de la grande industrie, le capital-argent, dès qu'il apparaît sur le marché, est de moins en moins représenté par le capitaliste individuel, possesseur de telle ou telle fraction du capital se trouvant sur le marché, mais s'y trouve toujours davantage comme une masse organisée et concentrée, placée, à la différence de la production réelle, sous le contrôle des banquiers représentant le capital social. »

C'est à partir de cette concentration d'argent de prêt que les banquiers, jouant le rôle, dit Marx, de capitalistes financiers, développent le « crédit du banquier » proprement dit, qui est avec la société par actions « une arme additionnelle et terrible de la guerre de la concurrence et un gigantesque mécanisme social destiné à centraliser les capitaux ».

Les mécanismes du prêt du capital-argent et du crédit bancaire doivent être analysés successivement sous plusieurs angles : le prélèvement à caractère parasitaire opéré sur la valeur ; le parasitisme du marché financier comme marché des actions et titres ; enfin, les mécanismes de création du capital fictif. Tous ces aspects nous mettent en présence du parasitisme financier dans ses diverses modalités.

Ce parasitisme est celui d'abord d'un secteur spécifique et encore délimité du capital, avant de devenir l'une des déterminations — pas la seule, mais peut-être la plus importante à côté du bond en avant du militarisme et des dépenses parasitaires étatiques — de l'impérialisme.

« La suprématie du capital financier sur toutes les autres formes du capital signifie l'hégémonie du rentier et de l'oligarchie financière, la situation à part pour un petit nombre d'Etats financièrement puissants parmi tous les autres. »

« LA FORME LA PLUS FETICHISEE DU RAPPORT CAPITALISTE »

C'est chez Marx lui-même, c'est dans l'analyse du « capital-argent de prêt » et des mécanismes du crédit que se trouve l'énoncé le plus complet de cet aspect du parasitisme. Il montre :

« Avec le capital porteur d'intérêt, le rapport capitaliste atteint sa forme la plus extérieure, la plus fétichisée. Nous avons ici A-A', de l'argent produisant de l'argent, une valeur se mettant en valeur elle-même, sans aucun procès qui serve de médiation aux deux extrêmes. » (Tome VII, p. 55.)

La forme spécifique du capital-argent de prêt — capital « productif d'intérêt », capital usuraire dont le

capital financier reproduit dans le cadre du capitalisme, et surtout dans la phase impérialiste, tous les traits parasitaires antérieurs — est donc la forme A-A', c'est-à-dire « de l'argent produisant de l'argent, une valeur se mettant en valeur elle-même, sans aucun procès qui serve de médiation entre les deux termes », donc « la forme la plus extérieure, la plus fétichisée du rapport capitaliste ».

La première — et pendant un temps la principale — manière dont s'effectue la forme particulière de « mise en valeur » du capital qu'est A-A', c'est en imposant sa présence au partage de la plus-value. L'intérêt qui vient rémunérer le capital-argent de prêt ainsi que les « frais » des opérations de crédit, toujours plus variées et nombreuses, constituent en effet autant de prélèvements sur la plus-value, dans le cadre de relations où s'affrontent capitalistes industriels et capitalistes financiers. Marx analyse assez longuement les modalités de ce partage, tel qu'il le voit à son époque, pour conclure qu'il s'effectue sur la base du rapport de forces entre les deux catégories de capitalistes, dans des conditions où la balance tend à pencher toujours plus en faveur des capitalistes financiers.

« Le profit qui constitue la source de l'accumulation de ces capitalistes financiers n'est qu'un prélèvement sur la plus-value qu'obtiennent les capitalistes assurant la reproduction (...). Le capital de prêt procède à son accumulation aux frais des capitalistes industriels et commerciaux en même temps (...). Pendant les phases défavorables du cycle industriel, le taux de l'intérêt peut s'élever momentanément à un niveau tel qu'il absorbe tout le profit dans les branches isolées, particulièrement défavorisées, etc.

Le développement du crédit et l'énorme concentration des prêts d'argent entre les mains des grandes banques doivent donc hâter en soi déjà l'accumulation du capital de prêt en tant que forme différant de l'accumulation réelle. » (Tome VII, p. 104.)

Mais la forme A-A' peut également se nourrir de fonctions ou prélèvements par rapport à d'autres formes

de création de la valeur, ou d'autres catégories de revenus que le profit. C'est ce que Marx montre dans un chapitre historique peu lu du Livre III. Après avoir analysé le rôle joué historiquement par l'usure et le capital usuraire dans la création d'une richesse monétaire indépendante des propriétaires fonciers féodaux et donc dans la formation du capitalisme, Marx en vient au capital productif d'intérêt dans ses formes capitalistes, et montre comment celui-ci se réapproprie à un niveau de développement avancé les traits et même certaines formes du capital usuraire. Il écrit :

« En gros, dans le système de crédit moderne, le capital productif d'intérêt est adapté aux conditions de la production capitaliste. Non seulement l'usure continue d'exister en tant que telle, mais encore elle est libérée, chez les peuples à production capitaliste développée, des entraves qui lui avait imposées toute la législation antérieure. Le capital productif d'intérêt conserve la forme du capital usuraire envers des personnes et des classes (ou dans des conditions) telles que les prêts ne s'effectuent pas et ne peuvent s'effectuer dans le sens du système de production capitaliste : quand on emprunte à cause de la misère individuelle, comme c'est le cas au Crédit municipal ; quand on prête à de riches jouisseurs pour des buts de luxe ; ou encore lorsqu'il s'agit d'un producteur non capitaliste — c'est le cas du petit paysan, de l'artisan, etc., qui donc, en sa qualité de producteur immédiat, possède ses propres moyens de production ; enfin, lorsque le producteur capitaliste lui-même opère sur une si petite échelle qu'il se rapproche de ces producteurs qui travaillent eux-mêmes. » (Tome VII, p. 259).

La gamme des modalités de ponction, d'appropriation, de prélèvement, est très large. Etudiant certaines des premières opérations du capital financier dans les relations entre pays avancés — c'est-à-dire pays impérialistes — et pays arriérés soumis au joug de l'impérialisme, R. Luxembourg élargira encore la gamme. Longtemps avant Lénine, Trotsky dégagera les mécanismes à l'aide desquels le capital financier international,

avec l'aide de l'absolutisme, a fait « du paysan russe un tributaire des Bourses du monde entier ». Dès sa première formulation en 1906-1907, une compréhension aiguë du caractère exact des opérations du capital financier, leur caractère usuraire, et de la façon dont celui-ci contribue à achever la constitution de l'économie mondiale au sens plein du terme, éclaire la théorie de la révolution permanente.

UN CAPITAL « FICTIF, ILLUSOIRE », DOTÉ D'UN « MOUVEMENT PROPRE »

Mais le capital de prêt des banques n'est pas seulement l'instrument de ponctions et prélèvements à caractère parasitaire et usuraire sur la valeur produite et distribuée sous toutes ses formes. Il est au cœur également des mécanismes de constitution du capital fictif et de ceux qui font que « tout dans le système de crédit se dédouble et se triple et se mue en simple fantasmagorie ».

Marx, on le sait, explique la constitution du capital fictif en raisonnant successivement sur le cas des titres de la dette publique, puis des actions. Aux yeux des détenteurs des titres de la dette publique, ceux-ci représentent un capital parce qu'il « produit un rejeton, l'intérêt, ici le versement de l'Etat ». En fait, ce capital est « fictif, illusoire », à la fois parce qu'il a été « mangé, dépensé par l'Etat » et parce qu'il a été dépensé sans être investi. Pourtant, ce « capital » — plus exactement ces titres ou créances — fait l'objet d'actes d'achat et de vente répétés :

« Pour A, la possibilité de vendre sa créance sur l'Etat représente sa faculté de récupérer son principal. Pour B, de son point de vue privé, il a placé son argent sous forme de capital productif d'intérêt. Objectivement, il a simplement pris la place de A et acheté la créance du premier sur l'Etat. Il peut y avoir autant de transactions que l'on voudra : le capital de la dette publique n'en reste pas moins purement fictif et, à partir du moment où les titres de créance deviendraient invendables, la fiction se dissiperait (et on verrait que ce n'est pas un capital). Néanmoins,

nous allons le voir, ce capital fictif est doté d'un mouvement propre. »

Cela est vrai non seulement pour les titres de la dette publique, mais aussi pour les actions.

« Même lorsque la créance — le titre — ne représente pas, comme c'est le cas pour la dette publique, un capital purement illusoire, la valeur-capital de ce titre est purement illusoire. Nous avons vu précédemment que le crédit donne naissance à du capital associé. Les titres tiennent lieu de titres de propriété représentant ce capital. Les actions de sociétés de chemins de fer, de charbonnages, de compagnies de navigation, etc., représentent un capital réel : celui qui a été investi et qui fonctionne dans ces entreprises, ou encore la somme d'argent avancée par les actionnaires pour être dépensée comme capital dans ces entreprises. Notons en passant qu'il n'est nullement exclu qu'elles représentent une simple escroquerie. Quoi qu'il en soit, ce capital n'existe pas deux fois, une fois comme valeur-capital des titres de propriété, des actions, la seconde en tant que capital investi réellement ou à investir dans ces entreprises. Il n'existe que sous cette dernière forme, et l'action n'est qu'un titre de propriété ouvrant droit, au prorata de la participation, à la plus-value que ce capital va permettre de réaliser. »

Mais le « système de crédit moderne » va précisément opérer ce « miracle » : permettre aux actions d'« exister deux fois ». Grâce à lui, les actions vont prendre place dans le capital fictif aux côtés des obligations, titres d'Etat et toutes autres créances ne venant pas à échéance à court terme et portant un intérêt régulier, et connaître comme ceux-ci un « mouvement autonome » soustrait pendant tout un temps aux diktats de la loi de la valeur. Ce « mouvement autonome » ou « mouvement propre » s'effectue dans deux sphères ou sur deux plans.

Le premier plan est celui de la constitution d'un marché spécifique pour l'échange des titres et créances. Ceux-ci, montre Marx, « se transforment en marchandises dont le prix varie et est

fixé selon des lois propres », et dont les échanges donnent lieu à des opérations dans lesquelles, dit-il,

« il ne reste absolument plus trace d'un rapport quelconque avec le procès réel de mise en valeur du capital ; l'idée d'un capital considéré comme un automate capable de créer de la valeur par lui-même s'en trouve renforcée ».

Dans le cadre de ce marché — le marché financier, dont la Bourse est l'une des institutions mais pas la seule — il se constitue une circulation financière qui peut, pendant des périodes plus ou moins longues, ne pas subir directement l'influence de la loi de la valeur.

La seconde manière dont les capitaux fictifs sont dotés d'un mouvement autonome est à travers leur appartenance aux fonds de réserve des banques. Là encore, il se forme des circuits financiers aux ramifications encore plus vastes et compliquées que ne le sont celles liées à l'échange des titres.

« La majeure partie du capital du banquier est purement fictive et consiste en créances (traites), fonds d'Etat (qui représentent du capital dépensé) et actions (assignations sur un revenu à venir). »

Mais c'est à partir de ce capital fictif que le banquier effectue ses opérations de prêt du capital-argent, ouvre ses « lignes de crédit » aux industriels, participe à la constitution de nouvelles sociétés par actions et sociétés anonymes, spéculé sur le marché financier. Marx commente :

« A mesure que se développe le capital productif d'intérêt et le système de crédit, tout capital semble se dédoubler, et par endroits tripler même, grâce aux diverses façons dont un même capital, ou simplement une même créance, apparaît dans des mains différentes, sous des formes différentes. La majeure partie de ce « capital-argent » est purement fictive. Le fonds de réserve excepté, tous les dépôts ne sont que des créances sur le banquier, qui n'existent jamais réellement en dépôt. Dans la mesure où ils sont employés dans les affaires de virement, ils font fonction

de capital pour les banquiers, quand ceux-ci les ont prêtés. Entre eux, les banquiers se règlent les assignations réciproques sur des dépôts qui n'existent pas, en faisant venir ces créances en déduction les unes des autres. »

LES LOIS DE LA PRODUCTION S'EXERCENT INELUCTABLEMENT

Tels sont les mécanismes bancaires et financiers créés par le capitalisme au XIX^e siècle, que l'impérialisme trouvera prêts comme base de développement, avant 1929 d'abord et après 1960 ensuite, du parasitisme financier sur l'échelle la plus gigantesque. C'est ce parasitisme que le chroniqueur financier du « Monde » doit exposer partiellement à ses lecteurs, en conclusion d'un article consacré aux différences mais aussi aux similitudes avec 1929 :

« Toute la liquidité d'un tel système repose sur l'accroissement indéfini de l'endettement à court terme. Il ne peut avoir que deux issues. Ou bien il s'effondre quand arrive la phase descendante du cycle des échanges, et c'est l'immense tragédie de la brutale déflation qui a conduit à la dépression des années 1930 ; ou bien on le prolonge, mais c'est nécessairement au prix d'une inflation de plus en plus forte, qu'on combat en imposant des restrictions inutiles de plus en plus sévères à l'activité économique. Dans les deux cas, c'est le développement assuré du chômage. »

Les deux voies doivent d'ailleurs à un moment donné se rejoindre et devenir une seule :

« Rien ne pourra arrêter durablement la montée de l'inflation, entre-

coupée par des paliers (à hauteur de plus en plus élevée), sauf une réforme radicale qui porterait sur les mécanismes qui la nourrissent sans cesse. Faute de l'entreprendre, le monde vivra de plus en plus dangereusement, mais non pas héroïquement. Il pourrait bien, à force de gagner du temps, se trouver un jour devant une situation où les expédients ne "marchent" plus. »

Les lois immanentes de la production capitaliste finissent par s'imposer. Le dollar n'a pu se présenter comme suppléant de l'or, dans son rôle de monnaie universelle notamment, que le court laps de temps où les rapports politiques entre les classes et les conséquences de la destruction massive des forces productives au cours de la Deuxième Guerre mondiale l'ont permis.

La loi de la valeur ne peut être enfreinte indéfiniment ; les lois de l'histoire sont plus fortes que les manœuvres bureaucratiques... et que toutes les politiques inflationnistes de relance. La hausse vertigineuse du prix de l'or est l'expression du fait que la « confiance dans le caractère social de la production », c'est-à-dire la pérennité des rapports de propriété bourgeois, a été entamée par le mouvement de la lutte des classes, par la crise des formes de domination politique de l'impérialisme et aussi par l'ampleur même du parasitisme que le système a créé et par lequel il est aujourd'hui gangrené.

Dans la dernière partie de ce premier article, c'est sur le premier point — c'est-à-dire le démantèlement du système monétaire international de Bretton Woods — que nous allons maintenant centrer les explications.

origine et portée du 15 août 1971

Le système de Bretton Woods établi en 1944 a été un système fondé sur l'or, fût-ce seulement au deuxième

degré. C'est un système dont la base était l'or et dans lequel le dollar était appelé à assumer le rôle de suppléant

de l'or dans l'ensemble des fonctions de la monnaie, y compris comme monnaie universelle.

Aussi bien le fait que le dollar ait eu au départ la capacité d'occuper cette place que le fait qu'il l'ait ensuite perdue s'expliquent par le rôle que l'Etat américain a été contraint de jouer, dans des circonstances changeantes, en défense de la propriété privée des moyens de production et de l'impérialisme, dont il est le représentant principal.

En 1945, les circonstances exigeaient que ce soit autour de ses réserves en or et autour de sa monnaie, expression de ses richesses alors inentamées, que le système monétaire international soit reconstruit. Il n'y avait que l'Etat impérialiste américain qui soit en mesure d'assurer le financement massif de dépenses parasitaires assurant à sa propre économie, et au-delà de celle-ci au système impérialiste dans son ensemble, les conditions nécessaires à la production, la réalisation de la plus-value et à l'accumulation.

Le poids de ce fardeau a fini par devenir insupportable, même pour l'économie des Etats-Unis et la puissance colossale de l'impérialisme américain. Dans le cadre de la modification des rapports politiques entre les classes à l'échelle mondiale intervenue en 1968, ce fait a été à la fois l'un des éléments du tournant dans la politique mondiale de l'impérialisme américain — marqué par les voyages de Kissinger et Nixon à Moscou et Pékin, le début de la nouvelle Sainte-Alliance contre-révolutionnaire et la recherche d'une voie de désengagement au Vietnam — et le facteur qui a conduit directement à la décision prise unilatéralement par les Etats-Unis le 15 août 1971 de « suspendre » la convertibilité du dollar en or.

La déclaration du 15 août a mis fin au système de Bretton Woods. Elle a inauguré une étape nouvelle, marquée à un degré plus élevé que la précédente par l'anarchie fondamentale de la production capitaliste et son expression au niveau de la monnaie et des « règles » de fonctionnement du système monétaire international. La déclaration du 15 août 1971 n'a mis fin ni au rôle du dollar, ni encore

moins à celui de l'or. Les accords dits de la Jamaïque, qui lui feront suite, comporteront une tentative pour « démonétiser » l'or et instaurer un nouveau système international fondé sur les changes flottants entre les principales monnaies nationales. Mais leur seul résultat durable sera de donner un poids encore accru au gigantesque marché monétaire extra-étatique nommé marché des eurodollars.

Même s'il est faux de dire, comme il l'a été fait parfois, que le discours du 15 août 1971 aurait mis fin à l'existence de tout système monétaire international, il n'en reste pas moins que 1971 marque un tournant dans le mouvement de démantèlement des mécanismes et institutions établis pour déterminer et contrôler certaines règles du fonctionnement ordonné au marché mondial.

Dans son discours du 15 août 1971, Nixon a justifié la décision des Etats-Unis dans les termes suivants :

« A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les économies des principales nations industrielles d'Europe et d'Asie étaient saccagées. Pour les aider à les remettre sur pied et à protéger leur liberté, les Etats-Unis leur ont fourni 143 milliards de dollars au titre de l'aide à l'étranger. Il nous appartenait de le faire.

Aujourd'hui, en grande partie grâce à notre aide, elles ont retrouvé leur dynamisme et sont devenues de fortes concurrentes. A présent qu'elles sont économiquement puissantes, le moment est venu pour qu'elles portent leur part équitable du fardeau pour la défense de la liberté de par le monde. Le moment est arrivé pour que les taux de change soient rectifiés et que les principales nations se fassent concurrence sur un pied d'égalité. Il n'y a plus de raison pour que les Etats-Unis luttent avec une main attachée dans le dos. »

Nixon expose ainsi sans ambiguïté le rôle joué par les Etats-Unis lors de la fin de la guerre mondiale. L'Etat bourgeois américain a effectivement évité l'effondrement du capital en Europe et au Japon en prenant en charge la reconstruction du système impérialiste et en accumulant en con-

séquence l'ensemble des contradictions du système conjuguées à ses contradictions particulières, économiques, sociales, politiques. Mais Nixon n'a pas indiqué, bien entendu, la raison profonde qui avait contraint l'Etat américain à joué ce rôle : la peur que les prolétariats d'Europe ne balaient les bourgeoisies européennes en faillite. Il n'a pas dit que c'est par rapport à leurs propres intérêts que les Etats-Unis avaient agi. Il n'a pas dit non plus que la prospérité économique, la reconstitution d'une partie du capital, l'accumulation nouvelle de capital, depuis la fin de la guerre, en Europe et au Japon, ont reposé sur le fantastique parasitisme développé et supporté par l'Etat américain, principalement au moyen de l'économie d'armement, et qu'une inflation mondiale sans précédent en résultait. Il n'a pas rappelé en particulier que le redémarrage des économies allemande et japonaise datait précisément du réarmement américain et de la guerre de Corée.

Il faut revenir rapidement sur tous ces effets, et rappeler le mouvement d'ensemble qui va de la mise en place des accords de Bretton Woods jusqu'à leur démantèlement. La compréhension, aussi bien des rapports des différentes bourgeoisies sur le marché mondial que des mécanismes du parasitisme et de l'inflation actuels, le rend nécessaire.

LE SYSTEME DE BRETTON WOODS

Les traits essentiels de ce système étaient les suivants :

— La puissance économique des Etats-Unis imposait le dollar comme moyen de paiement international avec l'or. Les autres monnaies se déterminaient par rapport à lui. Un système de parités fixes était établi.

— Les dollars étaient convertibles en or (au cours de 35 dollars l'once). Il suffisait aux banques centrales de divers pays de réclamer à la Banque fédérale des Etats-Unis la conversion des dollars qu'elles détenaient.

— Les Etats signataires constituaient un fonds commun de réserve, constitué pour un quart d'or et pour le reste de monnaie nationale. C'est le

Fonds monétaire international (FMI), dont les objectifs étaient d'aider à stabiliser les taux de changes et à l'« établissement d'un système multinational de règlement ».

Au nom de l'impérialisme britannique, Keynes avait présenté un plan proposant la création d'une sorte de banque mondiale, supra-nationale, assurant la compensation des règlements internationaux, dispensatrice de crédits en unité de compte au nom évocateur : le bancor.

Cette banque mondiale aurait joué un rôle équivalent à celui des banques centrales de chaque pays. Emettre la monnaie, en imposer le cours forcé (un billet de 100 F est accepté partout sur le territoire français à cette valeur nominale), fournir la liquidité (les billets) lorsque les banques ne trouvent pas d'autres moyens de s'en procurer. Pour cela, il fallait que chaque pays accepte de voir sa monnaie soumise à une monnaie mondiale : ou c'était la monnaie marchandise par excellence, l'or, ou c'était une monnaie fictive.

La monnaie ne peut pas être fictive, ainsi que le prouve la théorie comme les faits. Le bancor de Keynes devait être rattaché à une réalité : l'étalon-or strict n'étant plus possible, il fallait un signe-or qui assure sa suppléance comme « monnaie universelle » ; le dollar s'imposait et le plan américain l'emporta sur le plan Keynes. Dès l'origine de Bretton Woods s'affirmait cette vérité qu'il n'existe pas de construction technique idéale du système monétaire international ; ce système ne peut être que le reflet des rapports de l'économie mondiale.

Le système de Bretton Woods se fondait sur des parités fixes entre les monnaies. La période est ponctuée de dévaluations de grande ampleur. Dès 1945, chaque bourgeoisie d'Europe se trouve confrontée au problème de la reconstruction d'un appareil de production national dans une situation où l'appareil stalinien a les plus grandes difficultés pour endiguer la vague révolutionnaire.

Ainsi en est-il du cas de la France. De 1944 à 1948, l'indice des prix de gros passe de 267 à 1 977 ! C'est la fuite dans l'inflation. Ces hausses de prix freinent les exportations, alors

que la reconstruction impose un recours croissant aux importations, qu'il faut payer en dollars. Sur le marché mondial, c'est la course aux dollars, qui engendre une lutte sévère pour exporter plus que les concurrents. Le FMI avait condamné la pratique, courante dans les années précédant la Deuxième Guerre mondiale, des dévaluations « compétitives », sources de réactions en chaîne disloquant le système des changes.

En 1948, le franc est dévalué de 80 %. Un double marché des changes est institué, qui accorde un taux préférentiel aux exportateurs, ce qui équivaut à une dévaluation supplémentaire camouflée. En 1949, c'est la Grande-Bretagne qui dévalue sa monnaie de 30 %.

L'inflation, qui est l'expression du parasitisme dans chaque pays, ainsi que des rapports politiques entre les classes et aussi entre les différentes bourgeoisies, menaçait de disloquer l'édifice des relations monétaires et commerciales mis en place en 1944. Il appartiendra alors aux Etats-Unis de prendre en charge le financement de la reconstruction des économies d'Europe, et ce sera le Plan Marshall.

Le FMI n'a joué à aucun moment un rôle de banque mondiale. Avec la mise en place du Plan Marshall, c'est la Federal Reserve Bank qui en a fait office dans les années de relèvement des bourgeoisies d'Europe et du Japon. Le dollar est alors convertible en or au taux de 35 \$ l'once. Mais c'est le FED qui émet les dollars, pas le FMI. Il y a là une profonde contradiction. A cette époque, le fait que seul le dollar soit « as good as gold » (aussi bon que l'or) n'était même plus à démontrer après la brève période de cinq semaines de retour à la convertibilité de la livre sterling en 1947. Tous les pays détenteurs de livres sterling à cette époque, principalement les pays du Commonwealth, vont s'empressez de les convertir en dollars, provoquant ainsi une hémorragie des réserves en dollars de la Grande-Bretagne, malgré les prêts des Etats-Unis et du Canada.

L'effacement du FMI au profit de l'Etat impérialiste américain n'a pas été le résultat de causes « techniques ». Si une partie des dispositions de Bretton Woods sont res-

tées lettre morte et si l'histoire n'en retiendra que la suppléance de l'or accordée un temps au dollar, ce n'est pas pour des raisons « techniques ». La reconstruction des Etats bourgeois n'était pas seulement une affaire de « production », mais bien une opération de tentative de stabilisation des rapports politiques entre les classes, et de reconstruction des formes de domination politique de la bourgeoisie, même si cette opération comportait aussi une question de production ou, comme on allait dire bientôt, de « croissance ».

LA RECESSION DE 1949 ET LE DEVELOPPEMENT DES DEPENSES PARASITAIRES DE L'ETAT AMERICAIN

Jusqu'en 1950, les sorties de capitaux américains (en majorité dans le cadre de l'aide du gouvernement américain) ont été compensées très largement par l'excédent de la balance des paiements courants (marchandises et services). De ce point de vue, le développement rapide des dépenses parasitaires, à partir de cette date, va modifier la situation. Les nouvelles conditions et formes dans lesquelles la bourgeoisie américaine va chercher à assurer la prise en charge des contradictions du système impérialiste tout entier vont jeter les bases de la crise du système monétaire international fondé sur la suppléance de l'or par le dollar.

En 1949, l'économie américaine a connu sa première récession depuis l'entrée en guerre des Etats-Unis en 1942 ; les investissements et la production industrielle ont baissé, le chômage est réapparu. C'est un scénario un peu semblable à celui du lendemain de la première guerre impérialiste mondiale qui semble se dérouler de nouveau. A cette époque, après deux ans de boom de 1918 à 1920, fondé sur la reconversion de l'économie américaine au temps de paix après plusieurs années d'économie de guerre partielle, une récession sérieuse avait éclaté.

Lorsque les premiers symptômes de crise se sont manifestés en 1949, l'inquiétude a donc été considérable dans les sphères dirigeantes de l'impérialisme américain. La récession a

duré environ un an, mais elle faisait suite à une situation où, depuis la fin de la guerre, l'investissement privé n'avait jamais réellement pris le relais des dépenses étatiques en baisse. Il faudra la guerre de Corée et l'augmentation brutale des dépenses d'armement pour relancer l'activité.

Le boom coréen a non seulement fait sortir l'économie américaine de la récession, mais il a entraîné derrière elle les autres économies capitalistes.

En 1953-1954, après la fin du conflit coréen, l'activité connaît de nouveau un recul. C'est la seconde récession d'après-guerre. Le gouvernement américain en tire les conclusions. Une fois la guerre de Corée terminée, les dépenses militaires en réduction vont alors être relancées sans attendre un nouveau prétexte. Désormais, les dépenses d'armement vont constituer le volant d'entraînement de l'économie américaine, et avec elle de l'économie des autres Etats bourgeois.

LE VOLANT D'ENTRAÎNEMENT PERMANENT

Pour éviter de nouvelles interruptions du processus d'accumulation et de réalisation du capital, et donner une issue à la situation endémique de surproduction, l'Etat américain va devoir mettre en œuvre tout un dispositif de dépenses parasitaires, dont la colonne vertébrale sera constituée par le budget militaire. Lorsque les indices de la crise se manifestent : surcapacité de production, hausse du chômage, ralentissement de l'investissement et de la production, ensemble de phénomènes caractéristiques d'une situation dite de récession, l'Etat américain stimule la reprise par ses dépenses. C'est le cas en 1958, en 1960-1961. Derrière le boom des années 1960, il y a la guerre du Vietnam avec ses effets inflationnistes euphorisants. Le budget militaire et spatial, au cours des années 1960, représente en permanence au moins 50 % du budget de l'Etat.

La grande période de croissance, celle des années 1960, a incontestablement eu pour origine l'impulsion du volant d'entraînement des dépenses

militaires, qui passent de 50 à 80 milliards de dollars de 1965 à 1968. On a estimé que près de 25 % de la population active était directement ou indirectement concernée par le secteur de l'armement.

Les secteurs bénéficiaires sont ceux ayant, par la complexité de leurs fabrications, le plus d'effets d'entraînement. Selon « Business Week », un contrat de 1 milliard de dollars passé entre le Pentagone et un constructeur aéronautique induisait 40 000 contrats de sous-traitance. Les principaux fournisseurs du Pentagone, selon le « Wall Street Journal », étaient en 1974 des firmes géantes comme : General Dynamics (1,85 milliard de dollars), Lockheed (1,46 milliard), Mac Donnell Douglas (1,31 milliard), General Electric (1,21 milliard)...

Les achats de l'Etat ont un effet stimulant direct. Mais d'autres dépenses destinées à éviter la ruine de secteurs entiers de l'économie, ou de couches de la population, deviennent en complément des éléments « structurels » de l'économie américaine.

Un poste du budget de l'Etat US va progresser au point de dépasser celui de la défense, celui de la « protection des revenus », qui regroupe l'ensemble des mesures de « soutien » sous forme d'aides, de dons, de pensions, de subventions... que l'Etat doit prendre en charge. Ce poste est passé de 20 % du budget en 1963 à 33 % en 1978.

Depuis la fin des années 1950, les dépenses de l'Etat américain représentent entre 20 et 22 % du produit national brut. Pour maintenir un tel volume de dépenses, le gouvernement devait compléter ses recettes fiscales par l'emprunt public (dont les titres sont, comme on l'a vu plus haut, l'un des exemples du capital fictif) et la création monétaire.

Le volume de la dette publique et le poids du remboursement de cette dette

	1960	1970	1975
Dette publique (milliards de \$)	305	486	748
Poids de la dette en % des dépenses budgétaires	8 %	9 %	9,7 %

dans le budget annuel sont des indicateurs du parasitisme engendré par les dépenses de l'Etat, ainsi que de l'ampleur du financement du type le plus ouvertement inflationniste.

Les dépenses militaires du gouvernement US représentent le volant d'entraînement du processus d'accumulation et de réalisation dans d'innombrables secteurs de l'économie. Mais les produits de l'industrie d'armement ne servent ni à la consommation des travailleurs, ni à l'équipement des entreprises. Ils n'entrent donc pas, une fois achevés, dans le cycle du capital sous la forme marchandise. Il y a donc obligation de renouveler en permanence le volant d'entraînement. Les armements peuvent être assimilés aux « biens de luxe », terme utilisé par Marx pour désigner des produits n'entrant ni dans la catégorie des biens de consommation ni dans celle des biens de production. Contrairement à ce qui est parfois affirmé, les « biens de consommation durable » (TV, machines à laver, etc.) ne sont pas des « biens de luxe » mais constituent en effet un type de consommation. Pour acheter un nouveau téléviseur, le travailleur doit vendre de nouveau sa force de travail. Pour acheter de nouvelles armes, l'Etat doit prélever un nouvel impôt, ou recourir à la création monétaire. Il y a évidemment une différence de valeur d'usage fondamentale. Si leur production est bien source d'accumulation pour les producteurs, leur « consommation » est source d'appauvrissement pour les travailleurs-contribuables, et source d'inflation. Sans parler de leur utilisation finale, qui est l'expression la plus claire de la nature même de l'impérialisme, système caractérisé par la « réaction sur toute la ligne ».

DETTE, DEFICITS EXTERIEURS ET INFLATION

Le bond en avant de la dette privée, celle des particuliers tout d'abord (moyennant un système de crédit à la consommation qui avait atteint en 1969 une valeur égale au montant annuel des salaires et traitements des fonctionnaires), et celle encore plus

notoire des entreprises, a été l'un des traits marquants de l'économie américaine à partir de 1960.

Mais on constate la même évolution dans toutes les économies capitalistes, ainsi qu'en témoigne le cas particulièrement clair de l'Allemagne, en principe « modèle de politique économique » : le parasitisme est l'un des traits les plus généraux du capitalisme à l'époque impérialiste.

C'est à partir du mécanisme de création de la monnaie de crédit et des capitaux fictifs par le système bancaire que ces chiffres doivent être analysés. Ces sommes ne traduisent pas seulement l'endettement des entreprises — rendu « tolérable » et donc en fait permis par l'inflation rapide et les profits monopolistiques des secteurs concentrés. Elles sont l'expression aussi et tout autant de la masse de capital argent de prêt essentiellement fictif créée par les mécanismes du crédit bancaire et du degré croissant de risque pris par les banques pour prêter, c'est-à-dire pour s'assurer des « profits bancaires ».

C'est au plan international cependant, dans le cadre d'un marché des « eurodollars » échappant à tout contrôle étatique, que ces tendances ont pu se développer sans frein.

Au cours des années 1950, l'excédent de la balance des paiements américaine s'est transformé en déficit. Progressivement, l'accumulation de réserves en dollars par les bourgeoisies européennes et japonaise a conduit à son tour à des sorties d'or et à l'épuisement des réserves en devises des Etats-Unis.

Dans la déclaration du 15 août, Nixon s'est bien gardé de rappeler que l'exportation massive de capitaux privés par les plus grandes entreprises américaines avait largement contribué à l'accélération de ce processus et au montant du déficit. A partir de 1955, le capital privé américain a envahi l'Europe, le Japon, sans parler du Canada et de l'Amérique latine, du Proche-Orient, etc. Le Marché commun, créé à l'instigation de l'impérialisme américain, est devenu le moyen de multiplier les échanges en Europe entre les différents pays capitalistes, mais aussi un vaste champ d'investis-

sements ouvert aux capitaux américains. L'écrasement de la révolution hongroise à l'est de l'Europe, le coup d'Etat de 1958 en France, et la mise en place de la V^e République avaient créé alors, pendant un court laps de temps, l'illusion de la stabilité politique et économique retrouvée. Pendant quelques années, c'est l'euphorie.

Le début des années 1960 est l'époque où fleurissent toutes les théories sur le néo-capitalisme : l'économie impérialiste mondiale aurait trouvé santé et prospérité. La réalité est sensiblement différente : le véritable moteur du boom des années 1960 n'est autre que la nouvelle impulsion don-

née aux dépenses parasitaires de l'Etat américain par l'engagement massif des Etats-Unis au Vietnam, conçu alors par l'impérialisme comme la plateforme pour la préparation d'une nouvelle agression contre la révolution chinoise.

C'est dans ce cadre, accélérée par cette nouvelle poussée de dépenses parasitaires, que la croissance du déficit de la balance des paiements américaine se développe d'année en année, et que débute également, vers 1967-1968, à partir d'un foyer situé cette fois autant aux Etats-Unis qu'en Europe, la nouvelle vague inflationniste qui s'est accrue sans cesse depuis.

Taux annuels d'augmentation des prix à la consommation
(d'après les statistiques officielles)

Pays	Moyenne								
	1960-65 (%)	1968 (%)	1969 (%)	1970 (%)	1971 (%)	1972 (%)	1973 (%)	1974 (%)	1975 (%)
États-Unis ..	1,3	4,2	5,4	5,9	4,3	3,3	6,2	11,0	7,8
Japon	6,2	5,5	5,2	7,6	6,3	4,3	11,7	21,0	11,9
Gde-Bret. ...	3,6	4,8	5,4	6,4	9,5	7,0	9,2	16,1	22,1
R.F.A.	2,8	1,6	1,9	3,4	5,3	5,5	6,9	7,0	6,1
France	3,8	4,8	6,4	5,3	5,5	5,9	7,3	13,7	11,7
Italie	4,9	1,3	2,6	5,0	5,0	5,5	10,8	19,1	17,0
Espagne	6,0 ¹					7,3	14,3	17,9	14,1

1. Moyenne 1961-1970.

LA FORMATION DU MARCHÉ DES EURODOLLARS

Les mécanismes conjugués du parasitisme des dépenses militaires et du commerce de l'argent ont été à l'origine, à cette époque, de la formation du marché des eurodollars. Dans les années 1960, le montant des sommes en cause est encore minime au regard de celui atteint aujourd'hui. Le marché est passé de 9 milliards de dollars en 1965 à 46 milliards de dollars en 1971. Aujourd'hui, comme on l'a indiqué, il a atteint le montant fabuleux de 1 000 milliards. Mais c'est dans la période examinée ici que le marché s'est constitué et que les conditions de sa croissance vertigineuse ont été créées. Il est né du déficit de la

balance des paiements américaine, mais a ensuite été alimenté par le capital argent de prêt — réel et fictif — en quête de placements rentables et mobiles et de profits rapides, faciles et sans perte de liquidité.

L'économie politique établit en principe une distinction entre le marché monétaire et le marché financier. Le marché financier s'intéresserait d'une part à l'achat et à la vente des actions, titres des emprunts d'Etat et des obligations déjà en circulation et, d'autre part, à la recherche de nouveaux capitaux susceptibles de s'intéresser à l'achat de nouvelles actions ou à l'émission de nouvelles obligations à moyen et long terme. Le marché monétaire concernerait la circulation et le commerce des liquidités en « argent à court terme », celui qui correspond à des liquidités monétaires

effectives ou à la capacité des banques d'ouvrir des lignes de crédit à court terme. A la différence du marché financier, le marché monétaire serait placé sous l'autorité des banques centrales, qui seraient capables de contrôler, au moins partiellement, le montant de la masse disponible, le prix de l'argent à court terme et les conditions de son emploi.

Sur le plan national déjà, aussi bien la distinction entre les deux marchés que la capacité des autorités monétaires nationales à contrôler effectivement le montant et l'emploi de la masse monétaire à court terme avaient déjà été profondément battues en brèche, dans un premier temps par l'absence de capitaux acceptant de s'investir, plus tard par l'inflation et l'essor du parasitisme. Que signifie en effet tenter de contrôler la masse monétaire et son utilisation lorsque l'Etat à constamment recours à la création de nouveaux moyens de paiement pour financer ses dépenses parasitaires ? La pratique tant récriée autrefois des banques allemandes, consistant à emprunter sur le marché des liquidités à court terme pour prêter à long terme — pratique qui a conduit en 1929-1930 au krach des banques allemandes, moment crucial dans le développement de la crise de 1929 —, est donc devenue un fait courant. Elle commençait à l'être avant la création du marché des eurodollars, elle l'est devenue complètement, et à une échelle sans précédent, avec sa mise en place.

Ce marché n'a d'« européen » que le fait d'être situé principalement à Londres, et de reposer sur l'activité des succursales londoniennes de toutes les grandes banques commerciales du monde et des courtiers londoniens spécialisés dans les opérations d'intermédiaire international entre les banques, entreprises ou Etats ayant des fonds à court terme à placer et les banques, entreprises ou Etats voulant emprunter.

Le marché des eurodollars a élevé la pratique de l'emprunt à court terme effectué pour financer des prêts à long terme au rang d'un mécanisme permanent. L'hebdomadaire financier « *Business Week* » a caractérisé cette pratique ainsi :

« Ce procédé présente un immense danger dans la mesure où les dépôts sur le marché de l'eurodollar sont à terme de quelques jours ou de quelques semaines, tandis que les emplois des emprunteurs sont à terme de plusieurs années. »

Aucun « danger » ne pourra empêcher les capitalistes qui concentrent entre leurs mains d'immenses masses inutilisées et mobiles de capital-argent de prêt de choisir cette voie tant que ce sera leur intérêt. Né comme un « palliatif gigantesque à l'abondance de dollars », le marché de l'eurodollar n'a pas tardé à être alimenté par toutes les liquidités en quête de placement. Les principaux opérateurs y sont devenus les banques et entreprises américaines elles-mêmes. Le marché est mondial. Il est « international » dans le sens d'être extra-étatique, c'est-à-dire d'échapper au contrôle de tout Etat ou banque centrale.

A certains égards, le marché des eurodollars est le prolongement, ou encore le déplacement partiel, du marché monétaire de New York, hors de la portée de la Federal Reserve Bank. A sa manière, il continue à consacrer dans des conditions modifiées la primauté du dollar sur toutes les autres monnaies nationales, celles des impérialismes secondaires comme celles des autres bourgeoisies plus faibles. Il a survécu à la déclaration du 15 août et a même connu sa phase d'essor la plus rapide une fois le système de Bretton Woods démantelé.

LES DERNIERES PHASES D'EBRANLEMENT DU SYSTEME DE BRETTON WOODS

La constitution du marché des eurodollars a fait partie, vers 1960-1966, d'une panoplie de mesures visant à freiner les demandes de conversion en or des disponibilités croissantes en dollars existant internationalement. Mais les dépenses de guerre au Vietnam, ainsi que leur financement par déficit budgétaire plutôt que par impôt nouveau — mode de financement illustratif des rapports entre les classes aux Etats-Unis — ont achevé d'emporter le système de Bretton

Woods. Aucun palliatif ne pouvait résister à la dévaluation rapide et continue d'un dollar dont le rapport avec l'or continuait à être maintenu à 35 dollars l'once.

Pour éviter que le cours de l'or ne s'écarte de la parité officielle de 35 dollars l'once, les Etats-Unis avaient créé en 1961, avec les principaux pays capitalistes (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie, Belgique, Pays-Bas, Suisse, France), le « pool de l'or ». Les banques centrales des pays participants s'engageaient à vendre de l'or sur le marché de Londres dès que le cours de l'or s'élevait au-dessus de sa parité officielle.

La dévaluation brutale de la livre sterling en 1967, à la suite d'une très forte vague de spéculation, a marqué un pas qualitatif dans le processus qui va jusqu'au 15 août. Elle a représenté la fin définitive de la livre sterling comme monnaie jouant, derrière le dollar bien sûr, un certain rôle dans les échanges mondiaux.

En 1967, la France se retire du pool de l'or, de peur que le soutien du dollar n'épuise le stock de la Banque de France. En 1968, les Etats-Unis décident à leur tour de supprimer le pool de l'or et constituent un double marché du dollar : celui du cours libre de l'or et celui des banques centrales, qui peuvent encore se faire transformer en or leurs avoirs en dollars au cours officiel.

En 1968, les réserves d'or américaines sont tombées à 10,7 milliards de dollars. Elles ont diminué de moitié en dix ans, alors qu'à cette même date les dollars (papier) en circulation dans le monde sont estimés à 33,7 milliards de dollars. La fin du système de Bretton Woods était proche.

La déclaration du 15 août et la première dévaluation du dollar qui l'a suivie ont signifié qu'il n'était plus possible pour le dollar de jouer pleinement le rôle de monnaie universelle, à côté de l'or, et aussi qu'il n'était plus possible de croire dans un système de parités fixes. La rupture du lien entre l'or et le dollar et l'élargissement des marges de fluctuation entre les monnaies ouvraient une période d'instabilité monétaire encore plus accentuée que la précédente. Le dollar restait la monnaie internationale, mais une monnaie à cours forcé comme toutes les monnaies nationales. A chaque vague d'inflation, à chaque déficit commercial de la balance extérieure des Etats-Unis, à chaque échec du gouvernement américain, le dollar devait voir son prix baisser par rapport à l'or : fixé à 1/38^e d'once d'or en 1971, le cours du dollar atteindra, huit ans plus tard, sur le marché libre 1/420^e d'once, dix fois moins !

Le flottement généralisé des monnaies à partir de 1973 était inévitable, dans les conditions où le dollar s'imposait à tous sans recours. Seule l'interdépendance des économies capitalistes sur le marché mondial les contraignait à une certaine « cohésion ». Mais la dérive monétaire engagée depuis 1971 et qui se traduit non seulement par la dépréciation très forte du dollar et de toutes les monnaies par rapport à l'or, mais aussi par la multiplication par vingt des liquidités internationales en moins de dix ans, exprime bien le pas représenté par la fin des accords de Bretton Woods dans la marche à la dislocation du marché mondial.

**Etienne Laurent,
Michel Dauberny,
10 novembre 1979.**